

Le choix du mouvement **Un nouveau MJS pour de nouveaux combats**

Texte présenté par Antoine DÉTOURNÉ, Président du MJS, Laurianne DENIAUD et

les animateurs fédéraux :

Jérémie MAUREL (03), Richard CARREAU (04), Frédéric BACHELIER (06), Fabien GERARD (08), Kastriot GOJNI (10), Mélanie PAULI-GEYSSE (11), Anthony KREHMEIER (13), Mathieu QUENTEL (14), Franck REY (15), Lucas KERDONCUFF (17), Nicolas GONET (18), Laurence MARY (2B), Paul MEHU (29), Romain SABATHIER (32), Simon THIROT (33), Merry-Lène LABALLE (34), Fanny PANHALEUX (35), Clémence DAUPHIN (37), Guillaume RENAUD (38), Garance HERBILLON (39), Sabbah BAKKALI (40), Johann CESA (42), Raphaël CHICHA (43), Colette MARIE (50), Clément ROBERT (51), Slim GHALLAL (52), Joachim NADJEM (54), Amandine BRIY (55), Elise BONATI (57), Rosa CHAOUCH (58), Clément BOUDOULEC (60), Thibaut HIRON (61), Tuncay CILGI (64), Romain SILVASI (66), Nathan BLATZ (67), Sven LONCHAMPT (69), Joseph FAVRE (74), Pauline DREANO (75), Rama SALL (78), Sébastien CARRARA (80), Mathieu SALESSE (81), Marianne FERRARI (83), Elena WINTERHALTER (84), Elise BERTHELOT (90), Morgane CARADEC (91), Claire GABIACHE (92), Benjamin DEROTHE (93), Fanny BOYER (95) et Emmanuel RAVI (971) ;

les coordinateurs régionaux :

Quentin MARIDAT (Aquitaine), Lucie NOURREDINE (Auvergne), Alexandre DEBRAY (Basse-Normandie), Gwenael STEPHAN (Bretagne), Rémi DUMORTIER (Champagne-Ardenne), Benjamin GUICHARD (Franche-Comté), Nicolas ANOTO (Ile de France), Marc STEHLIN (Lorraine), Ange BAZILLE (Provence-Alpes-Côte-d'Azur), Guillaume LAFEUILLE (Picardie) et Aurélie JOLLIVET (Rhône-Alpes) ;

les membres du Bureau National :

Yacine BAOUCH, Elise BOSCHEREL, Amine BOUABBAS, Chahra CHIBATI, Benoit CURINIER, Jonathan DEBAUVE, Sylvain DUBREUIL, Damien FLAMENT, Sylvain LAVAL, Heïdia MAOUI, Thierry MARCHAL-BECK, Paul MEYER, Emilie MIRDJANIAN, Houda NEDDER, Morgane OLLIVIER, Laurène PASQUIER, Nicolas PERERA, Marion PIGAMO, Livia SAURIN, Kader SELMI, Elodie SZTUREMSKI, Barbara VERLHAC, Victor VIDILLES et Michael ZEMMOUR ;

les membres de la Commission Nationale d'Arbitrage :

Anne-Sophie ASSELIN, Julien BRUNEEL, Nicolas DERNE, Julien GUERIN, Tristan LAHAIS, Amélie PEREZ, Samy SIDANI, Miguel TEJOS et Marie USSEGLIO.

La crise économique n'est pas due au hasard

Depuis l'explosion de la bulle des subprimes, nous subissons de plein fouet une crise systémique dont les effets ont été minimisés pendant plus de 30 ans. Depuis les années 1970, la croissance « molle » n'a pas empêché les profits de se maintenir et même d'augmenter. Face aux difficultés qui s'accumulaient dans les pays industrialisés, les politiques néolibérales ont permis d'augmenter le taux d'exploitation de la main-d'œuvre et donc d'inverser le rapport capital – travail en faveur du patronat et des actionnaires.

Les politiques pour arriver à cette fin ont été les mêmes partout : libéralisation du commerce extérieur tout en défendant un taux de change stable et compétitif, promotion des exportations au détriment du marché intérieur, modulation salariale, privatisations et démantèlement des monopoles d'Etat, baisse des taux de l'impôt direct...

La part des salaires a nettement baissé dans le partage de la valeur ajoutée, privant des milliers de salariés des bénéfices de la croissance qu'ils ont eux-mêmes créés, ce qui a fait plonger la demande globale.

Cette faiblesse de la demande a eu deux conséquences décisives. Pour les salariés, la course effrénée à l'endettement est devenue indispensable pour qui veut consommer et vivre dignement. Dans le camp d'en face, afin de valoriser le capital qui ne cessait de s'accumuler, on a tenté de remplacer artificiellement la demande par le grand casino de la finance de marché.

Tous les mécanismes inventés par le capitalisme financier ne prouvent nullement le triomphe des libéraux ; bien au contraire, leur ingéniosité démontre la difficulté qu'ils ont à maintenir des profits faramineux dans une économie déprimée par la faiblesse de la demande. La frénésie spéculative qui a saisi le monde depuis les années 1980 est donc déjà une réponse à la crise du libéralisme. Depuis 30 ans, il n'y a plus que

deux solutions pour reproduire le capital : doper la consommation par le crédit ou alors spéculer sur les marchés financiers. Les crises financières successives ont contraint les investisseurs à battre en retraite sur le marché des crédits... A la première difficulté économique, les ménages ne pouvant rembourser leurs dettes, c'est l'ensemble du marché financier qui s'écroule par le phénomène de titrisation... En spéculant sur le crédit jusqu'au krach, ils ont détruit la demande artificielle suscitée par l'endettement et ont vu, impuissants, se volatiliser les masses de liquidités qui alimentaient la finance de marché.

Voilà pourquoi la situation actuelle n'est pas – et ne peut pas être – une « petite » récession. Les libéraux ont réussi à crever leurs deux roues de secours en même temps. Et pas le moindre dépanneur à l'horizon...

Ce n'est pas la première fois que le capitalisme est à l'origine de sa propre crise, mais c'est la première fois que les conséquences de ces mouvements se répercutent aussi largement et aussi vite à l'échelle de notre monde.

Compte tenu de ce diagnostic il ne faut ni espérer ni souhaiter un retour « à la normale ». Il n'y aura pas de sortie durable de l'ornière tant que le partage de la richesse créée ne sera pas fortement rééquilibré par une augmentation de l'ensemble des salaires et en ramenant le taux de profit à un niveau raisonnable. Or aucun marché ni aucun actionnaire n'acceptera de lui-même une baisse de son profit et une meilleure rémunération du travail ; pire, les licenciements en cascades et les délocalisations d'entreprises qui font des bénéficiaires témoins que la finance est capable de mettre en œuvre la plus grande brutalité pour continuer d'accroître à tout prix son propre enrichissement au détriment de tous. Il n'y a donc que par l'action politique, par la mise en œuvre de contraintes légales imposées aux capitaux privés au niveau national, européen et mondial que nous pouvons espérer réamorcer la machine économique au bénéfice du plus grand nombre.

Notre monde change et affronte crises et révolutions.

Depuis trop longtemps, la politique a abandonné l'espace de l'utopie pour le terrain d'un réalisme fataliste et de la gestion sans ambition. Plutôt que d'un inventaire ou d'une rénovation de papier, nous, jeunes socialistes, choisissons de rêver pour inventer le socialisme du vingt-et-unième siècle. Rêver pour construire une société humaniste, où l'exploitation de l'homme par l'homme a laissé la place à un vivre ensemble politique. Une société dans laquelle les richesses produites collectivement sont mises à disposition de tous les citoyens sans distinction de classes sociales, d'origine ou de sexe. Une société où le partage du travail a remplacé sa division actuelle, génératrice de chômage, de précarité et d'exclusion. Une société où la planète devient un bien commun plutôt qu'une part de marché ou un instrument de croissance. Parce que la politique doit être au service de nos rêves et de nos idéaux, nous, jeunes socialistes, estimons que le socialisme est plus que jamais un combat d'avenir.

Depuis les années 1970, la mondialisation s'est appuyée sur un capitalisme néolibéral qui a instauré son modèle de pensée, de société et de développement en le présentant comme l'horizon indépassable. Les désordres géopolitiques se sont amplifiés au détriment des aspirations des peuples. Accélééré depuis la chute du mur de Berlin, l'avènement de cet impérialisme culturel et économique n'a poursuivi qu'un seul objectif: permettre aux détenteurs du capital de préserver et d'étendre leur domination.

Pour la première fois, les conséquences de ces mouvements se répercutent à l'échelle de notre monde.

La crise financière, économique et sociale due aux violentes secousses du système capitaliste vient renforcer la crise écologique, alimentaire, de l'eau, énergétique que subissaient déjà des milliards d'individus. Le profond dérèglement écologique dû au réchauffement climatique, et à une nouvelle vague d'extinction des espèces, symbolise à quel point le capitalisme peut se développer dans la négation de l'humanité et de son environnement, autant qu'il assombrit son avenir. A la concurrence généralisée promue par le néolibéralisme, nous opposons la coopération entre les hommes. A l'homme entendu comme simple capital humain dans la machine économique, nous opposons l'humanisme d'un Homme qui vit. Les révolutions scientifiques, numériques et biotechnologiques imposent aussi une nouvelle manière de regarder notre environnement. Leur développement doit être démocratiquement débattu et maîtrisé, tandis que leur marchandisation doit nous interpeller sur le sens du progrès.

En Europe, la social-démocratie s'effondre.

Les valeurs de la gauche sont plus que jamais d'actualité pour défendre les intérêts de la majorité de la population mondiale.

Cependant une profonde rupture démocratique est orchestrée par une oligarchie économique, politique et médiatique, dans l'objectif de maintenir en place un système dont elle profite.

Au lieu de défendre ceux qui sont exploités par la classe dominante, la social-démocratie a abandonné ses objectifs de transformation sociale ; elle a accompagné les transformations du capitalisme et s'est enlisée dans un système producteur d'inégalités nourrissant ainsi des désillusions collectives et individuelles, confortant ainsi une vision atomisée de la société. Celle-ci a pour conséquence un isolement des individus alors que le processus de fragmentation sociale s'alimente d'une précarité grandissante et d'un chômage de masse notamment chez les plus jeunes. Tout ce qui fait société est alors remis en cause. Plus que jamais, la recherche d'outils collectifs prend tout son sens.

Nous ne pouvons plus attendre.

Nous voulons agir pour gagner et gagner pour changer la vie. L'étape cruciale pour amorcer une alternative en France, c'est 2012. Nous avons trois ans pour construire une victoire politique, sociale et culturelle, aujourd'hui incertaine si nous n'arrivons pas à faire changer notre famille politique.

Nous sommes autonomes. Cette autonomie ne doit pas être une fin en soi, elle doit être un outil mis au service de l'unité de toute la gauche. Nous devons bousculer les socialistes pour qu'ils soient exemplaires, qu'ils construisent un projet ambitieux, une stratégie d'union de la gauche pour gagner et transformer durablement la société et restaurer le lien social entre les citoyens, durement mis à mal par la droite.

Nous ne pourrions le faire qu'en étant nous-mêmes exemplaires, en étant les meilleurs acteurs de cette alternative et de ce renouveau. Nous voulons aujourd'hui que les jeunes socialistes fassent de leur mouvement la première force dans la jeunesse qui fasse vivre l'espoir à gauche.

Quelle société voulons nous ?

Nous défendons l'émancipation des individus.

Pour nous, socialistes, la finalité de l'action politique est de permettre à chaque citoyen d'être pleinement émancipé. 220 ans après la proclamation révolutionnaire de St Just qui affirmait que «le bonheur est une idée neuve en Europe», les jeunes socialistes souhaitent permettre à chacun de construire sa vie comme il le souhaite et de pouvoir aller à la recherche du bonheur.

Pour un nouveau modèle de développement : le socialisme démocratique.

Notre premier défi pour atteindre cet idéal est d'inventer un nouveau modèle de développement. C'est le socialisme démocratique qui redonne tout son sens à la République. La démocratie ne peut se résumer à un instrument technique, permettant d'arbitrer des choix pour une société. C'est pour nous un objectif en soi : permettre aux hommes et aux femmes de défendre la justice sociale pour permettre à chacun de maîtriser leur destin. Nous voulons développer la démocratie dans tous les lieux de vie : au travail, sur les lieux d'étude, dans les services publics. Il faut redonner tout son sens à la République sociale. Le socialisme démocratique est un régime dans lequel les citoyens brisent la logique de l'exploitation de l'homme par l'homme pour organiser collectivement le développement d'une nouvelle société où la domination d'une classe sur l'autre a disparu.

Pour cela, la société doit garantir à chaque individu des droits imprescriptibles.

Tout en garantissant les droits conquis de haute lutte, le temps est venu de renforcer ces droits et d'en proclamer de nouveaux. Ce sont les droits à l'emploi, à la mobilité sociale, professionnelle et territoriale, au temps libre, au logement, à l'accès aux soins, à l'éducation laïque, gratuite et obligatoire, à la formation et à l'information, à une alimentation saine, à l'eau potable, à l'énergie, aux vacances, aux soins, en permettant le droit à l'IVG ou à la contraception. Il s'agit aussi d'assurer le droit à l'accès aux loisirs, aux moyens de communication, et à une culture partagée. L'exercice de ces droits ne peut tolérer aucune discrimination ou oppression. Le développement de l'école publique, laïque, gratuite et obligatoire pour tous doit pro-

mouvoir le développement intellectuel mais aussi la conscience de l'intérêt général chez le jeune, quelle que soit sa catégorie sociale. Enfin, l'exercice et le respect de ces droits supposent l'existence d'une justice indépendante, impartiale et humaine.

L'Égalité au service de l'émancipation.

L'égalité des droits est un préalable, mais les proclamer serait vain si la société ne se donnait pas les moyens de les rendre effectifs pour chacun. C'est le sens de l'action politique que nous voulons entreprendre, c'est d'ailleurs pour nous le cœur de l'idéal démocratique. Pour garantir ces droits fondamentaux, nous devons réarmer la puissance publique.

Notre vision de la justice sociale s'incarne au travers d'une conception exigeante de l'égalité: l'égalité d'autonomie qui permet à chaque individu d'être maître de son avenir à tout moment de sa vie, quels que soient ses choix et son parcours. **C'est à la société de garantir l'autonomie à chacun.** Celle-ci ne peut être garantie que par des droits collectifs qui préviennent, protègent et assurent qu'aucun citoyen ne puisse perdre une partie de sa liberté.

Notre vision de l'égalité implique donc une juste répartition des richesses, ce qui impose d'inventer un système alternatif au capitalisme.

Dans une société qui place le travail au cœur de son modèle, il s'agit de permettre à chaque travailleur de vivre décemment en augmentant les salaires, en réduisant les inégalités de revenus et en assurant l'accès à la formation professionnelle continue. Mais renonçant à faire du travail l'unique valeur, nous voulons permettre à chacun de s'émanciper dans une société du temps libéré, notamment en réorganisant et en diminuant le temps de travail à 32h.

Les services publics, le code du travail, le repos dominical et le système de protection sociale, notamment le système de retraite par répartition avec un âge de départ à 60 ans font partie des acquis de société qu'il faut défendre parce qu'ils permettent de garantir l'égalité, la solidarité et le respect des droits des salariés. En étendant ses droits nous remettons le volontarisme politique au goût du jour.

Cette plus juste répartition des richesses passe par une politique du plein emploi, garantissant que nul ne doit rester sans revenu, une forte redistribution par un impôt sur les revenus véritablement progressif. Elle passe également par une démocratie sociale accrue dans laquelle le salarié retrouve la place qui lui est due dans toutes les instances de l'entreprise.

Les licenciements doivent devenir l'exception. Pour cela il faut notamment interdire les licenciements boursiers, et utiliser tous les moyens dont l'État dispose (mise sous tutelle, fiscalité dissuasive, interdiction administrative...) afin de garantir l'effectivité de ce droit des salariés.

Afin de garantir à chaque jeune le droit au plus haut niveau d'éducation et de qualification, il est urgent d'instaurer un véritable statut social pour les jeunes en formation et en insertion qui protège chacun de la sortie de l'enseignement secondaire à l'entrée sur le marché du travail et qui permette de se consacrer à plein temps à sa formation; ce statut passe par une allocation autonomie universelle calculée en fonction de la situation propre de chaque jeune. Cela permettrait ainsi l'accès à un haut niveau de qualification pour tous, sans cumuler emploi et études.

Plus généralement, cela pose la question de la place de l'éducation dans notre société. Nous pensons que

l'éducation est le moteur de l'ascenseur social, quelle que soit l'origine et l'âge.

Enfin, cela va de pair avec l'organisation des solidarités par l'appropriation sociale : la propriété privée doit être limitée quand l'intérêt général est en jeu. Nous devons inventer les nouveaux services publics du XXIème siècle (petite enfance, pôle public bancaire, service public de l'eau...) et un système de protection sociale qui prévient les nouveaux risques de la société. Dans le monde du travail, il faut offrir aux jeunes la même protection qu'à l'ensemble des salariés dès le premier emploi (une couverture chômage, le CDI comme norme et un accès aux minima sociaux).

Rien n'est plus fort que l'intérêt général.

Étendre la démocratie, c'est permettre aux collectivités humaines de retrouver la maîtrise de leur économie, de leur environnement, de préparer l'avenir et non de laisser une minorité de possédants décider seuls contre l'intérêt général. Celui-ci ne saurait se voir contraindre par le marché. Le marché n'est qu'un espace d'échange, il doit être soumis à des règles, à la volonté des citoyens et non en devenir le maître. Comme l'a montré la crise, une dérégulation du marché entraîne l'affaiblissement des droits individuels comme collectifs et s'avère être nuisible pour l'avenir. La maîtrise de ce marché est donc indispensable et passe par un État social qui intervient fortement dans l'économie, des politiques territoriales ambitieuses et le développement de l'économie sociale. La démocratie doit aussi permettre de concilier justice sociale et justice climatique, notamment par une **planification écologique permettant de produire des biens et des services en fonction de leur utilité sociale afin de développer une économie faiblement consommatrice d'énergie, non polluante et de moins en moins carbonée**, et par le remboursement de la dette climatique du nord à l'égard des suds. A l'échelle européenne, il faut mettre en place une protection en activant le tarif extérieur commun afin de lutter contre le dumping environnemental et social.

La République et l'Europe fédérale au cœur de notre modèle démocratique.

Nous voulons une VIème République, sociale, laïque, fraternelle, démocratique et primo-ministérielle, où le cumul des mandats serait proscrit ; une République Sociale parce que mettant au cœur l'égalité et le partage des richesses. Une République laïque parce que la laïcité reste une idée neuve et un combat en ce début de XXIème siècle où le néolibéralisme et le repli identitaire avancent souvent de pair. Elle permet à tous de vivre ensemble et elle est garante de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Une République fraternelle car elle fait de la solidarité une valeur essentielle. Construire une République démocratique revient à en finir avec la Ve République bonapartiste. L'Europe ne doit plus être le cheval de Troie de toutes les déréglementations libérales et autoritaires. Cette République refondée devra donc s'inscrire dans **une Europe politique, sociale, écologique et fédérale**.

Nous souhaitons une réorientation profonde de la construction européenne avec comme point de départ une harmonisation par le haut des normes sociales et environnementales.

Ces normes communes doivent permettre une véritable politique écologique à travers la réorganisation du système de production européen et la mise en place d'un pôle public européen de l'énergie.

Nous souhaitons voir la démocratie progresser à l'échelle du monde.

Instance de décision commune, l'Union Européenne doit être la base d'un progrès social harmonisé supprimant les concurrences interétatiques. Notre Europe doit remettre le citoyen au cœur de son développement en faisant du Parlement européen le seul pouvoir législatif.

Notre internationalisme nous conduit à porter le renforcement de la solidarité à l'échelle du monde, l'universalisation des droits politiques et sociaux, et l'application de la démocratie comme moyen de prendre les décisions à l'échelle du monde doivent être les fondements de notre projet altermondialiste. Ainsi, les outils de la mondialisation néolibérale que sont les institutions internationales tels le FMI et l'OMC doivent être radicalement transformés. Le rôle de l'Europe est déterminant: au lieu d'être un des moteurs des politiques libérales à l'échelle mondiale, elle doit être à l'initiative d'un nouveau modèle de développement.

Nous, jeunes socialistes du XXIème siècle, voulons que notre société fasse sens.

La mondialisation sert aujourd'hui à imposer un modèle unique de société sur toute la planète, entraînant partout la disparition des spécificités culturelles, du dumping social, fiscal et environnemental. Nous voulons démocratiquement faire vivre un modèle de développement créateur de lien social, et respectueux de l'homme comme de la planète. C'est l'idéal vers lequel nous tendons. Les outils et mesures que nous mettrons en œuvre pour y arriver et tous les débats techniques qui les accompagnent ne doivent jamais nous faire oublier cette finalité de l'action politique socialiste.

Pour y parvenir, nous prôtons un réformisme au service de ces aspirations révolutionnaires. Nous voulons faire de notre idéal une réalité par le socialisme démocratique. Nous devons donc nous organiser pour la conquête des pouvoirs.

La gauche à la conquête des pouvoirs, un nouveau MJS pour ouvrir l'horizon

Nous voulons prendre les pouvoirs pour transformer la société. Pouvoirs au pluriel car c'est d'une stratégie globale dont nous avons besoin. Nous devons nous organiser pour gagner dans les urnes et dans la société toute entière en 2012, mais aussi pour que la gauche soit victorieuse partout en Europe et dans le monde, pour que les salariés puissent prendre part au pouvoir dans les entreprises, pour que les citoyens ne se fassent plus dicter l'agenda politique par les médias, pour que les puissances de l'argent ne soient plus celles qui déterminent l'horizon des possibles au sein de nos sociétés. Dans nos villes, dans nos quartiers, dans nos campagnes, nous devons être présents quotidiennement. Nous devons nous engager dans les centres sociaux, dans les maisons de quartier, mais aussi dans les associations sportives et culturelles, soit dans l'ensemble du tissu associatif. Nous devons vivre au jour le jour avec l'ensemble des jeunes qui composent notre société et échanger avec eux. C'est n'est qu'ainsi que nous mènerons une véritable bataille culturelle.

La Gauche sociale et politique l'emporte quand elle est rassemblée, comme en 1936, en 1981 ou en 1997. Alors que les jeunes, les travailleurs, les retraités ont des intérêts communs que doit défendre la gauche, il est irresponsable que le débat politique soit déterminé par des jeux d'appareils. La dynamique doit être assez forte pour durer pendant l'exercice du pouvoir par un gouvernement d'union de la Gauche, avec la mise en place d'Etats généraux destinés à débattre du fond politique, en vue d'une constitution d'une fédé-

ration des organisations de gauche liée à un préalable : un « programme commun » de la gauche. A l'image de la jeune gauche, il faut rapidement former un rassemblement à gauche autour d'un projet politique commun, rassemblant toutes les forces de gauche, sans préalable ni exclusive, dans le respect des différences des uns et des autres, et permettant à chacun de porter durablement ses exigences dans la concertation commune. La gauche ne se rendra pas crédible en singeant la droite et le centre-droit ; elle n'attirera à elle et aux urnes que si elle est en capacité d'incarner une alternative crédible et ambitieuse. Il nous faut réaffirmer les clivages, gauche contre droite, progrès contre régression, opprimés contre exploités.

Ce rassemblement doit s'opérer sans oublier tous ceux qui ne sont pas dans les cercles de la gauche politique mais qui aspirent tout de même au changement profond et radical de notre société.

Celui-ci permettra, non seulement, de dépasser nos organisations respectives mais aussi de porter une véritable alternative politique liée à un projet, des propositions concrètes et à des primaires ouvertes au peuple de gauche, le centre-droit ne pouvant pas présenter de candidats. **Le MJS doit impulser et prendre toute sa part à la fondation de ce nouveau mouvement à gauche.**

Il nous faut construire un nouveau projet politique. Nous ouvrirons tous les débats, un par un. Il s'agit, en deux ans, de construire collectivement une contribution politique large et imaginative pour fournir des armes à notre camp pour toutes les batailles électorales. Nous proposons de conclure cette démarche par une grande convention nationale début 2011.

Cette ambition politique nous impose d'être à la hauteur.

Forts de ce qu'a accompli le MJS, nous portons une ambition collective pour l'avenir, celle d'aller encore plus loin. Des pistes restent inexplorées et de nouvelles sont à tracer. Voilà ce qui nous amène à penser l'avenir du MJS et à nous lancer de nouveaux défis.

Le MJS doit s'engager par un militantisme quotidien dans cette conquête des pouvoirs, nous nous devons d'être aux côtés de nos aînés. Nous nous devons d'être une force efficace et pertinente mais également une force militante en capacité de faire la différence dans les campagnes électorales.

Nous voulons un MJS ouvert, qui accueille tous les jeunes qui se retrouvent dans nos combats et aspirations, quel que soit leur statut, leur âge, leurs attentes, leur disponibilité, leurs horizons en leur permettant d'y trouver un cadre transparent et démocratique répondant à toutes leurs volontés d'engagement. Le MJS ne doit pas juste être le porte-voix de ceux qui souffrent, mais également une organisation de masse qui accroît son nombre d'adhérents et permet la prise de parole et de pouvoir de ceux-ci. Notre organisation doit permettre à chacun de ses adhérents de trouver des bases et des clés de compréhension des enjeux sociétaux dans tous les domaines en s'ouvrant à tous ceux qui sont en colère, parce qu'ils ne se satisfont pas du monde tel qu'il est, et qui veulent changer le monde. Chaque militant devra se demander, non seulement ce que l'organisation peut lui apporter mais également ce qu'il peut apporter à l'organisation. Le MJS se doit de donner la parole à tous et ne doit pas craindre les divergences en son sein et les considérer comme des forces.

Nous voulons un MJS pertinent et impertinent, qui débattre régulièrement dans ses fédérations et groupes, qui fasse évoluer ses positions en associant largement ses adhérents, en parlant de tous les sujets, en se confrontant au reste de la gauche et au mouvement social, en abordant les nouvelles thématiques qui touchent notre société, sans dogme ni tabou.

Nous voulons un MJS offensif, qui diffuse ses idées, dans la famille socialiste, à gauche et dans toute la société avec plus de force et d'audace, qui lance des initiatives, crée l'événement, qui soit visible et audible sur le terrain, sur internet, dans les médias et qui occupe une place unique dans le paysage politique français : un mouvement sans aucun complexe vis à vis de ses aînés et qui apporte idées et renouveau par ses actes et par ses discours. Face au vocable dominant manifestant la prégnance de la droite, le MJS se doit de mener une bataille culturelle et idéologique. Il nous faut relever le défi du terrain des idées.

Le MJS a toujours mis au cœur de sa démarche la nécessité pour la gauche de marcher sur ses deux jambes : le mouvement social et l'action politique... Le MJS fait partie du mouvement social. Nous devons lutter avec tous ceux qui agissent au quotidien et être à l'initiative des combats de demain. Nous serons donc aux côtés des syndicats, des collectifs, des associations, non seulement pour appuyer et relayer leurs combats, mais aussi pour offrir un débouché politique à leurs colères et leurs aspirations.

Pour livrer ces combats, nous utiliserons tous les modes d'action et nous en créerons de nouveaux... La désobéissance civile est ainsi un impératif républicain car lorsque les citoyens sont privés de leurs droits, la République est trahie. Ces résistances permettent d'élargir le champ des possibles et de combattre l'hégémonie culturelle imposée par la droite et le néolibéralisme en France et dans le monde. Ces actions apportent la crédibilité à la radicalité des changements que nous souhaitons pour la société.

Cela implique de faire changer notre organisation, dans ses habitudes, dans ses pratiques, dans sa communication, dans sa structure même et nous proposerons d'ambitieuses réformes : la réorganisation des instances, la simplification du processus d'adhésion, la création de débats et de formations au sein de réseaux en interne ainsi qu'avec les autres militants de gauche et la société, la mise en place de nouveaux outils numériques... Ces ambitions ne se concrétiseront qu'en impliquant l'ensemble des militants de notre organisation, en leur confiant les clés de son avenir pour y parvenir.

Nous proposons, 15 ans après l'autonomie, de construire un nouveau MJS.

Reste maintenant le plus important : faire vivre ce changement.

Ouvrons de nouvelles perspectives pour notre mouvement. Toutes les questions doivent pouvoir trouver leur place dans notre organisation, sans complexe et sans tabou. Chacun, à son niveau, détient une part de responsabilité dans nos orientations et nos horizons communs, nous devons en prendre la mesure et ne rien nous interdire ! Personne n'est propriétaire des fonctions ou des responsabilités qu'il occupe et nous ne devons pas reproduire, par habitude, tout ce qui s'est toujours fait avant ; mais inventer ce qu'il faut faire aujourd'hui et ce qu'il faudra réaliser demain ! Pour nous, jeunes socialistes, l'imagination et l'énergie doivent, quelles que soient les circonstances, prendre le pouvoir.

En 2009, alors que partout règne division, défaitisme, dispersion et pessimisme, nous devons prendre nos responsabilités en devenant les acteurs de l'histoire. Nous, jeunes socialistes, faisons le choix de l'action, du rassemblement, de la responsabilité, du renouveau, de la victoire. En un mot, le choix du mouvement.